

Alain Fournier, Brenda Leila Hadj-Jorioz, Aïssa Terchi, Sophie Coudert, Neïla Hamadache, Marie-Claude Fournier.

Editorial

Alternative

Citoyenne Sociale & Ecologiste.

Stéphane Hessel, "A ceux et celles qui feront le XXIème siècle, nous disons avec notre affection : résister, c'est créer, créer c'est résister".

Des élus Front de gauche et Europe Ecologie les Verts portés par une vision commune de la société

Elus sur la liste de rassemblement de la gauche en 2008, nous formons depuis trois ans un nouveau groupe politique composés de 6 élus du Front de Gauche-Parti de Gauche et d'Europe Ecologie les Verts.

e groupe « Pour une alternative citoyenne, sociale et écologiste » a clairement pris ses distances avec la politique de la majorité municipale PS-PRG menée par Gilles Catoire, lorsqu'il s'est agit d'y faire entrer des élus de la droite MODEM et UDI.

Animés par une vision commune de la société marquée par une véritable transformation sociale et écologiste, nous avons fait le pari du rassemblement et de l'unité de la gauche et des écologistes.

À présent dans l'opposition municipale, les élus de notre groupe restent présents et oeuvrent pour réorienter les politiques publiques locales vers plus de justice sociale, de défense de l'environnement, de réelle citoyenneté et pour un développement des services publics de qualité. Nous nous retrouvons sur l'idée au'il nous faut inventer un nouveau mode de développement, de production et de consommation tout en assurant la solidarité entre toutes et tous, la liberté de choix des citoyens et des salariés par l'émergence de nouveaux pouvoirs d'intervention.

Aujourd'hui, une part très importante de l'électorat qui a porté la gauche au pouvoir est traversée par des sentiments d'inquiétude voire de colère. Du plan local au plan national, le changement autrement implique de sortir du cadre de l'austérité pour relancer les investissements publics et stopper cette politique désastreuse de régression sociale.

C'est aussi le sens de notre dynamique!

Mouvement

des chômeurs 2013"

Plus de 3 millions de nos concitoyens sont au chômage. Le taux de chômeurs monte à plus de 25% chez les moins de 25 ans. Cette situation est inacceptable pour la cohésion sociale.

a solution pour faire baisser massivement le chômage de masse passe par la diminution du temps de travail et son partage.

La deuxième conférence sociale se déroulera les 20 et 21 juin. Des sujets comme la formation et les retraites vont y être traités. La marche sera l'occasion de donner de la voix et de préparer l'ouverture des négociations UNEDIC sur l'indemnisation des chômeurs.



Nous soutenons la marche des chômeurs et précaires.

Nous serons à leur côté pour la manifestation nationale du 6 juillet 2013 à Paris dont l'un des cortèges partira Porte de Clichy.

Retrouvez la plateforme revendicative www.marchechomeurs2013.org

Santé

Il s'agit de **combattre** Le droit pour tous à un hôpital de proximité.

Beaujon doit rester un Hôpital avec ses services

Engagés dans la bataille pour sauver l'hôpital Beaujon et tous ses services, nous avons lancé une pétition avec les élus et militants d'EELV, du PG, du PCF du POI, qui a été signée massivement par la population, 8000 signataires.

a pression populaire de cette pétition a contraint le maire de Clichy de convoquer le mardi 9 avril un conseil municipal extraordinaire sur l'avenir de Beaujon qui s'est déroulé sur le parvis de l'Hôtel de Ville. Lors de leur interventions. Alain Fournier (conseiller municipal EELV) et Aissa Terchi (conseiller municipal du FdG-PG) se sont exprimés pour dénoncer le projet de la direction générale de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP qui

prévoit le regroupement des hôpitaux Beaujon et Bichat sur un autre site.

Nous revendiqueons l'égalité sur tous les aspects.

Cela conduira inévitablement à une déshumanisation des soins où les patients ne seront plus que des numéros de dossiers. Il s'agit de combattre la vison technocratique où l'humain passe après la finance et l'argent. Nous revendiqueons l'égalité sur tous les aspects (géographi-



que, économique, spécialisation, et même l'excellence comme les services de chirurgie à Beaujon) et refusons que le Nord des Hauts-de-Seine devienne un désert médical. Enfin. nous avons réaffirmé la nécessité de la gratuité des soins car il faut en finir avec la ségrégation financière et ouvrir la perspective de la prise en charge à 100% par la sécurité sociale: La santé est un droit.

> Retrouvez l'intégralité des interventions des élus.

Europe Écologie les Verts www.clichy.eelv.fr Pour le Front de Gauche -PG www.aissterchi.fr

Finances

Budget 2013
Un bilan de mandat chaotique.

Nous avons dit non à la réduction des services publics!

Dernier budget de la mandature, le vote du budget 2013 a permis de tirer un bilan des 6 dernières années de gestion.

Les dotations financières de l'Etat aux collectivités vont baisser de 4,5 Milliards d'Euros, d'ici 2015, pour assurer le pacte de compétitivité qui prévoit 20 milliards d'Euros de cadeaux fiscaux aux entreprises, de plus sans contrepartie. Aborder cette question dans le cadre local n'est pas dénué de sens, au contraire : nous sommes aujourd'hui contraints de présenter un budget d'austérité imposé dans le cadre national de réductions sévères des dépenses publiques.

ela se traduit cette année, à Clichy, par la ponction par l'Etat de 4 millions d'euros pour les recettes de la ville et des coupes budgétaires dans chaque secteur (social, culture, sport, logement, transport, environnement, aménagement urbain...) pour parvenir à l'équilibre budgétaire. Pour la 4ème année consécutive les dotations de l'Etat I

diminuent. Poursuivre dans cette voie c'est aller dans le mur. Nous refusons cette logique d'austérité qui conduit soit à réduire les services publics locaux et donc la réponse à la demande des besoins de nos populations, soit à être obligés d'augmenter perpétuellement l'impôt local sur les familles, soit enfin à réduire l'investissement utile au développement humain et territorial. Par exemple, les nécessités budgétaires sont énormes en terme d'investissement dans l'isolation thermique des bâtiments, bon pour la planète (économie d'énergie) et bon les habitants (diminution des

Aucun aménagement urbain équilibré et durable n'a pu voir le jour pendant cette mandature.

Alors que les collectivités locales au travers de la commande publique réalisent 70% des investissements publics, la création d'un pôle bancaire public leur faciliterait l'accès au crédit à bas coût et sur la longue durée pour réaliser les équipements utiles.

Le bilan de la gestion du PS-PRG-MODEM, c'est aussi cette tendance au dogme libéral de réduction des dépenses publiques qui mène la population et le développement des villes dans l'impasse. Aucun aménagement urbain équilibré et durable n'a pu voir le jour pendant cette mandature. Au contraire, lors du vote sur le Plan Local d'Urbanisme, l'équipe du Maire s'est convertie en promoteur immobilier pour vendre et spéculer sur notre ville!

Nous avons voté contre pour dénoncer un bilan de mandat chaotique!

Education

Un enjeu **important**

Le projet de loi qui nous est proposé n'est pas à la hauteur des besoins éducatifs

Pour une véritable refondation de l'école

La modification des rythmes scolaires, en particulier la réduction de la durée de la journée de travail des enfants qui consiste à réintroduire une demi-journée dans la semaine et la réduction des vacances d'été, véritable obstacle à la continuité pédagogique, est un enjeu important car il interroge la société tout entière.

ependant elle ne suffit pas à refonder l'école! Le rééquilibrage de la semaine est nécessaire mais il ne faut pas imaginer que cela résoudra tout. Faut-il travailler le mercredi ou le samedi matin?

Il apparaît que le samedi est un moment privilégié pour le rapport entre l'école et les familles. De plus la pause de deux jours durant le week-end est une grosse rupture. Les communes pourront-elles instituer gratuitement les activités périscolaires? Ne risque-t-on pas d'assister à une distorsion entre communes riches et pauvres?

Il ne suffit pas de mettre en place des dispositifs scolaires.

Encore faut-il que les acteurs aient les moyens et les dispositions pour les mettre en oeuvre. Il est indispensable aussi que soit mise en place une élaboration concertée de vrais "projets éducatifs locaux" impliquant les ensei-

gnants, les parents, les élus, les associations, le tissu artistique et sportif, les quartiers. L'éducation artistique devant constituer une force motrice de la réussite scolaire, individuelle et collective.

Citons Philippe Meirieu, Professeur en sciences de l'éducation à l'université de Lyon et vice-président de la Région Rhône-Alpes (EELV) : « Nous sortons de dix années de gestion libérale du système scolaire sous Xavier Darcos et Nicolas Sarkozy qui a consisté au « pilotage par les résultats » à une systématisation de l'évaluation quantitative et à des réductions budgétaires drastiques ».

Mais il souligne: « Que la crispation sur les rythmes scolaires est particulièrement contre-productive au regard de la refondation de l'École car elle écarte un fait pédagogique majeur: ce qui fatigue l'enfant, d'abord et avant tout, c'est l'échec...

À regarder les choses de plus près, le projet de loi qui nous est proposé aujourd'hui n'est pas à la hauteur des besoins éducatifs de notre société et manque d'innovation».

Démocratie Un scandale

Défendre les intérêts des habitants

Le scandale de Clichy: Celui du chauffage urbain!

Clichy dispose d'un chauffage urbain dont le tarif a été pointé comme l'un des plus chers de France. Le réseau de chaleur alimente des bâtiments communaux, Clichy habitat, des bailleurs sociaux, des copropriétés, des services d'état (hôpital).

uand l'affaire est devenue publique, suite à la publication du rapport de la Cour Régionale des Comptes de juillet 2010 qui mentionnait que la concession de chauffage urbain présentait de grandes faiblesses ou anomalies tant sur les plans juridique que tarifaire, nous avons demandé que la municipalité dépose plainte afin de défendre les intérêts des habitants et des usagers contre la société de chauffage, la SDCC-Suez. Devant une issue incertaine du procès pour lui-même, le maire est entré en négociation avec la SDCC pour trouver un accord.

Cette négociation, censée conduire à un dédommagement des usagers, a débouché sur un protocole dont le point principal mis en avant est une baisse de 20% dès l'année suivante alors que plusieurs audits ont évalué les trop-perçus à 40%. Le protocole prévoie aussi la construction d'une chaudière biomasse par la SDCC-

Suez en échange d'une prolongation de la concession de vingt ans, ceci sans aucune étude d'impact économique et écologique !Une délibéra-

tion a donc été présentée au conseil municipal du 21 décembre 2011 en vue de sceller définitivement le protocole. Au cours de la séance notre groupe s'est vu refuser le droit de déposer des amendements par le Maire au prétexte qu'on ne pouvait modifier une transaction commerciale.



Face à ce déni de démocratie notre groupe a refusé de voter le protocole en l'état.

Cet accord se fait sur le dos des habitants et permet ainsi aux protagonistes, Mairie et SDCC; d'éviter un scandale! Ne renonçant jamais à défendre jusqu'au bout nos convictions, nous avons déposé un recours auprès du tribunal administratif pour excès de pouvoir du maire.

Enfin, nous tenons en conclusion à saluer le collectif de défense des utilisateurs du chauffage urbain de Clichy (CDCC) et l'amicale de locataires la CSF qui mènent un remarquable travail sur ce dossier.

Entre nous Les **Brèves** d'Alternative

Faits d'actualité locale.

Emprunts toxiques

Une gestion que paient les Clichois!

S'appuyant sur l'article du journal Libération de septembre 2012 d'après une note qu'il s'était procuré auprès de Dexia, on constate que la ville de Clichy est touchée pour un montant total des surcoûts d'emprunts de 12 553 000 Euros. Malgré nos questions, l'adjoint aux finances a toujours répondu qu'aucun emprunt clichois n'était toxique.

Pourtant, il s'est dépêché de renégocier rapidement quelques uns de ces emprunts pour transformer le taux variable en taux fixe de plus de 5%, soit le double des taux actuels pratiqués. Belle gestion que paient les Clichois!

■ Le Bac d'Asnières: Un écoquartier dans la pollution

Nous avons toujours combattu le principe.

Alors que la pollution de l'air atteint des seuils dangereux (42 000 morts précoces en France) et que le trafic routier y représente une des principales sources, la municipalité contribue clairement à l'augmentation du trafic routier sur la ville en ne s'étant pas dès le début opposée au projet de réaménagement de la RD1 (quai de Clichy). Nous avons toujours combattu le principe de mise en 2x2 voies de la RD1. Les défenseurs de ce projet expliquent que cet élargissement permettra plus de fluidité. Nous affirmons qu'au contraire la majorité des embouteillages existant à Levallois se retrouvera immanguablement dans le quartier Bac d'Asnières transformé en goulet d'étranglement. Comment dans ces conditions croire et convaincre les habitants du succès de la réappropriation des berges de Seine ?

N'est-il pas paradoxal de parler d'éco-quartier au Bac d'Asnières alors qu'il jouxte la RD1?

Cumul des mandats

Comment peut-on mener efficacement deux fonctions qui exigent un temps plein ?

On parle beaucoup d'une loi contre le cumul des mandats. Un élu ne doit exercer qu'un mandat à la fois et limité dans le temps. Cette loi peine à se concrétiser car les politiciens professionnels de droite comme de gauche veulent pouvoir rester parlementaires tout en ayant un mandat local.

Hopital Beaujon

Rendez-vous le 22 juin à 9h30 devant le centre administratif de Clichy.

Nous appelons tous les Clichois(e) à rejoindre le combat pour maintenir les hôpitaux Beaujon et Bichat, à signer la pétition et à participer à la manifestation du 22 juin à 10h30 devant le ministère de la santé à Paris 7e.

Droit de vote des étrangers

Cette proposition a reçu le soutien actif des groupes politiques d'EELV et du FDG.

Dans la 50e proposition de son programme "60 engagements pour la France", le candidat socialiste s'engageait à accorder "le droit de vote aux élections locales aux étrangers résidant légalement en France depuis cinq ans". Une loi constitutionnelle en faveur du droit de vote des étrangers a été adoptée au

Sénat le 8 décembre 2011. Cette proposition a reçu le soutien actif des groupes politiques d'EELV et du FDG. Lors d'un conseil municipal, notre groupe a présenté un voeu pour le droit de vote des étrangers aux élections



locales, afin de rappeler l'importance de cette promesse électorale du Président Hollande. Le voeu fut adopté à l'unanimité.

À Clichy, nous participons à la campagne du collectif « Droit de vote 2014 » organisé par la Ligue des Droits de l'Homme. Elle a pour but de faire en sorte que ce droit s'applique dès les élections municipales 2014.

Logements

Renforcer la transparence et porter une nouvelle ambition pour le logement!

La crise du logement continue de sévir, entraînant exclusion et drames humains. Nous sommes saisis en tant qu'élus par des familles dont le dossier n'évolue pas.

Le Conseil Municipal a voté en 2008 la création d'une commission de suivi du plan local de l'habitat pour assurer le suivi des objectifs de la ville en matière d'habitat et des attributions de logements. À la dernière réunion de suivi nous avons dit notre insatisfaction concernant le bilan des attributions car nous devons nous contenter de schémas reprenant le nombre de logements attribué par chaque bailleur social sans plus de précisions. Nous avons demandé que l'on nous communique les critères qui ont prévalu à l'attribution de chaque logement. À Clichy, nous portons l'exigence d'un véritable droit au logement pour tous.

Nous nous battons aux côtés des associations : contre les surloyers et la loi Boutin. Une réelle politique sociale du logement doit passer par l'encadrement à la baisse des loyers privé dans les zones tendues, contre la marchandisation des HLM. Engageons un ambitieux plan d'urgence pour le logement : réquisition des logements vides, maintien dans les lieux et interdiction des expulsions locatives!

Pour nous contacter

Front de Gauche: frontdegaucheclichy@gmail.com Europe Écologie Les Verts: elus.eelv.clichy92@gmail.com